

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

2 mai 2014

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Voter La Lutte - De Strijd, c'est faire entendre le camp des travailleurs

Le 25 mai prochain se tiendront les élections fédérales, régionales et européennes. Pour la première fois, La Lutte – De Strijd présentera des candidats, pour le fédéral à Bruxelles, afin de défendre les revendications du monde du travail, contre les licenciements et la vie chère.

Les vingt dernières années ont vu toutes les configurations électorales se succéder : rouge-romaine, olivier, tripartite, orange-bleue, arc-en-ciel, etc. Mais quels que soient les partis qui ont participé aux gouvernements, cela n'a rien changé au sort des travailleurs. L'hypocrisie du système électoral belge est justement de permettre aux partis de justifier leur inaction sous prétexte des concessions qu'ils auraient dû faire aux autres partis. Chacun peut de la sorte se présenter à son propre électorat comme un défenseur de ses intérêts face aux autres partis : ainsi, le PS prétend défendre les travailleurs contre le MR tout en expliquant qu'il ne peut pas prendre toutes les mesures sociales qu'il souhaiterait.

Les coalitions et les concessions n'expliquent rien, car même dans les pays comme la France ou l'Allemagne où les partis socialistes ont dirigé sans partage, la situation des classes populaires s'est aggravée.

Évidemment, les politiciens pointent la crise du doigt : c'est elle qui a mis à mal le système financier, a causé la faillite de milliers de petites entreprises et plombé les bénéficiaires des grandes.

L'origine de la dernière crise se trouve dans la course aux profits à laquelle se livrent les grandes entreprises, et pas seulement les banques, et qui les a poussées à jouer à la loterie de la bourse. Personne n'a osé remettre les profits gigantesques en cause, même quand il était évident qu'ils se construisaient sur du vent. Et les gouvernements de tous les pays, sans exception, ont supprimé toutes les réglementations qui auraient entravé la marche du capital.

Et quand le château de cartes financier s'est effondré, tous les gouvernements ont unanimement défendu les banques au bord de la faillite. C'est cela qui a

vidé les caisses publiques par dizaines de milliards, rien qu'en Belgique !

Mais au lieu de les remplir avec les profits que font aujourd'hui les grandes entreprises et les remises à flot, l'État continue à faire payer l'addition au monde du travail, par l'austérité, le trafic de l'index, la réduction des dépenses publiques au détriment des services de santé, de l'éducation et des transports.

Tous les partis qui sont au gouvernement, fédéral et régional, défendent cette même politique. Au mieux, ils se disent impuissants face à la mondialisation de l'économie. S'ils prenaient des mesures sociales, disent-ils, cela mettrait le pays en situation défavorable face à la concurrence des autres pays dont le coût du travail est moins élevé.

Cet aveu d'impuissance est hypocrite.

Il cache mal qu'en réalité, tous les partis politiques sont d'accord sur le fond avec le principe que les patrons sont rois, qu'ils font ce qu'ils veulent avec leur argent, qu'ils ont le droit de déplacer leurs capitaux comme ils veulent, quitte à détruire des emplois par milliers.

C'est cela même que les travailleurs sont en droit de refuser.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des élections.

Mais si en Belgique comme ailleurs, les gouvernements n'agissent que pour faciliter l'enrichissement des plus riches, ce n'est pas parce que les politiciens d'aujourd'hui sont spécialement incapables ou corrompus.

Hier, comme aujourd'hui, cela n'a jamais été les élections qui ont changé le sort des travailleurs. Il a toujours fallu pour cela de grandes mobilisations collectives, car elles sont plus puissantes que les urnes. Les élections sont le moyen d'exprimer que nous ne sommes pas d'accord avec cette société, ni de sacrifier nos salaires et nos vies pour les profits du patronat.

Alors le 25 mai, à Bruxelles, votez pour la liste 34 La Lutte - De Strijd.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Ambiance de travail insoutenable

La plupart des agents n'ont pas été informés de la création des postes de « faisant-fonction ». Au départ, seuls les PMP étaient au courant et ceux-ci n'ont transmis l'information qu'à un petit groupe de privilégiés, dont une majorité de délégués syndicaux. À Delta, sur 18 inscrits, il y a 10 délégués syndicaux. Et sur la liste des réserves ou des indices verts, on retrouve toujours les mêmes. Comme les permanents syndicaux et de nombreux délégués ont abandonné la perspective de lutter pour améliorer les salaires et les conditions de travail, les agents en viennent à devenir rivaux pour obtenir quelques menus avantages. Et cette situation de concurrence produit inéluctablement la corruption. Il faut que les travailleurs et les délégués syndicaux combatifs se rassemblent pour préparer les futures mobilisations nécessaires pour arracher des augmentations de salaire et une diminution du temps de travail.

« Journées du respect »

C'est la deuxième année que la direction de la Stib se livre à son opération de moralisation des voyageurs et des agents. Durant trois jours, du 28 au 30 avril, elle a fait distribuer sur le réseau des milliers de bracelets « Respect ». La grève d'une semaine qui a suivi le meurtre de notre collègue Iliaz n'a pas plu du tout à la direction qui s'efforce depuis de nous faire croire qu'elle se soucie de notre sécurité. Mais personne n'est dupe, les verrous des portes des postes de conduite qui ne fonctionnent pas, les systèmes de communication et de localisation inopératoires, le nombre insuffisant de patrouilles de sécurité et les temps d'intervention trop longs, voilà le « respect » quotidien du patron !

Gestion de la pénurie à la petite semaine

La flotte vieillissante de véhicules est mal entretenue. Alors, quand il n'y a pas assez de bus adéquats en état de marche pour assurer une ligne, la direction y envoie des bus inadaptés. Elle utilise des minibus sur les lignes 13 et 87, ou des A330 sur la ligne 95 par exemple. Cette dernière ligne est partagée entre Brel et Delta. Sauf en période de vacances scolaires, lorsque seuls les articulés de Delta assurent la ligne. Pendant ces vacances de Pâques, on a vu jusqu'à quatre A330 sur la ligne 95, avec toute la cohue et la promiscuité que cela implique. Mais évidemment, les chefs qui viennent au boulot avec leurs grosses bagnoles, ils s'en moquent !

Collision de trams :

le patron manipulateur dès le début

Peu après midi, ce mercredi 30 avril, un tram de la ligne 4 et un tram de la ligne 82 se sont percutés entre les stations Lemonnier et Midi. Même à vitesse réduite, le choc a été violent et les deux trams ont été très endommagés. Sur les seize blessés légers, 15 ont été transportés dans des hôpitaux bruxellois. À l'heure de pointe, le bilan aurait été beaucoup plus lourd. «L'enquête devra déterminer s'il s'agit d'une erreur humaine ou technique», a déclaré la porte-parole de la Stib. Or, à l'endroit de l'accident, il y a de nombreux aiguillages mais aucun feu ; les chauffeurs doivent conduire « à vue ». Le patron va chercher à charger les chauffeurs alors qu'il y a un manque évident de signalisation !

La bureaucratie de la FGTB appelle à voter PS

Lors du meeting du PS à Bruxelles, le secrétaire général de la FGTB-Bruxelles a ouvertement appelé à voter PS aux élections du 25 Mai. A peine plus subtile, Anne Demelenne, la secrétaire générale de la FGTB, demande aux affiliés de ne pas voter pour les petits partis, ce qui revient à voter PS et Écolo !

Évidemment, les candidats PS et verts sont ravis, et le font savoir via la presse. Ceci dit, cela n'a rien d'étonnant de la part de l'appareil de la FGTB : leurs dirigeants siègent à la tête du PS depuis la fondation du parti. L'indépendance syndicale a toujours été un mot creux qui a surtout servi en son temps à exclure les communistes du syndicat.

Le problème n'est d'ailleurs pas que des militants ou des dirigeants syndicaux donnent leur opinion politique mais plutôt de savoir quelle est cette politique ! Est-ce celle de la soumission et de la résignation, comme le fait le PS ? Ou bien est-ce une politique qui défend l'idée que les luttes sont le seul moyen sérieux que possèdent les travailleurs contre le patronat ?

Alors oui, faisons de la politique au syndicat, mais pas celle du PS !

Les krachs boursiers sont inévitables dit le gourou de Reynders !

Et oui, même ce libéral de Bruno Colmant, ex-président de la bourse de Bruxelles, le reconnaît : la bourse se casse la figure de manière récurrente et inévitable ! C'est bien pour cette raison que ce système capitaliste n'est pas réformable et qu'on ne peut pas réguler la finance. La seule manière que les travailleurs ne paient pas l'addition, c'est de liquider le capitalisme.